REPUBLIQUE DU SENEGAL

N° 6 3 4 1 5 /

DECRET DE PRESENTATION

à l'Assemblée Nationale d'un projet
de loi relative à la liquidation et
au recouvrement des taxes indirectes

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

VU la Constitution ;

D E C R E T E :

ARTICLE UNIQUE.- Le projet de loi adopté en Conseil des Ministres
et dont la teneur suit, sera présenté par le Ministre des Finances
et des Affaires Economiques qui est chargé d'en exposer les motifs
et d'en soutenir la discussion./-

FAIT à DAKAR, le 24 JUIN 1963

LEOPOLD SEDAR SENGHOR

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Dakar, le

MINISTRE DES FINANCES ET
DES AFFAIRES ECONOMIQUES

Le Président de la République

A Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale
Messieurs les Députés,

OBJET : Projet de loi relatif à la liquidation et au recouvrement
des taxes indirectes.

Actuellement, les taxes indirectes, y compris la taxe sur
le chiffre d'affaires, sont recouvrées dans tous les cas par
le Trésor.

Cette situation est peu satisfaisante en ce qui concerne
les taxes dont la liquidation est confiée au service des Contri-
butions Diverses.

Les inconvénients résultant du système actuel ont plusieurs
causes :

En premier lieu, le fait que les deux administrations des
Contributions Diverses et du Trésor interviennent pour la même
affaire, la première pour fixer l'assiette, la seconde pour pro-
céder au recouvrement, entraîne inévitablement des retards dans
la transmission des documents. En effet, les circuits doivent
obligatoirement passer par l'intermédiaire de la Direction des
Contributions Diverses et de la Trésorerie Générale, d'où l'in-
tervention de plusieurs cellules administratives qui doivent
étudier les documents et les prendre en charge, ce qui occa-
sionne des pertes de temps préjudiciables à la rapidité des
poursuites et par là-même à l'intérêt du Trésor.

En second lieu, les Paieries chargées de recouvrer la
grande majorité des impôts directs et indirects, doivent assu-
mer une tâche très lourde qu'il apparait opportun d'alléger en
vue d'accroître leur efficacité.

Enfin, les méthodes employées actuellement pour le recou-
vrement des taxes indirectes apparaissent assez mal adaptées
à la nature particulière de ces impôts. Il importe d'augmenter
la rapidité dans l'engagement de la procédure, laquelle cons-
titue un gage de succès.

Afin de remédier à cet état de fait, il a paru souhaitable
de créer une recette spécialisée dans le recouvrement des taxes
indirectes dont la perception est effectuée à l'intérieur du
territoire national.

Dans le système proposé, le Receveur se trouvera placé sous
l'autorité du Directeur des Impôts, au même titre que le Chef
du service des taxes indirectes, chargé de l'assiette et à côté
de celui-ci, ce qui permettra un raccourcissement des circuits
de transmission des documents.

En effet, deux cas pourront se présenter :

- Lorsque le redevable aura souscrit une déclaration, celle-ci sera considérée comme un titre de perception dont le Receveur sera le destinataire immédiat. Celui-ci pourra donc directement soit prendre en charge les versements, soit engager la procédure pour le recouvrement dans le cas où aucun paiement n'aura été effectué.

- Lorsqu'aucune déclaration n'aura été souscrite, ou lorsqu'à la suite d'une vérification, des redressements auront été effectués le Chef du service des taxes indirectes rédigera le titre de perception. Ce document sera immédiatement transmis au Receveur après avoir été rendu exécutoire par le Directeur des Impôts.

Il apparaît donc que le Receveur, avisé très rapidement de l'existence de la créance, sera ainsi en mesure de prendre, dans le plus bref délai, toutes les garanties de nature à sauvegarder les intérêts de l'Etat.

Simultanément, cependant, les écritures du Receveur des taxes indirectes seront rattachées à celles du Trésorier Général et pourront être vérifiées, à tout moment, par celui-ci ou par son représentant.

On peut attendre de la création de ce nouveau service une efficacité accrue dans le recouvrement des taxes indirectes et, en particulier, de la taxe sur le chiffre d'affaires qui constitue une ressource importante pour le budget de l'Etat.

Si ce projet ne soulève pas d'objections de votre part, je vous serais obligé, Monsieur le Président, Messieurs les Députés, de vouloir bien l'adopter.

18189

REPUBLIQUE DU SENEGAL

-:-

ASSEMBLEE NATIONALE

-:-

R A P P O R T

fait

au nom de la

COMMISSION DES FINANCES, des AFFAIRES ECONOMIQUES,
DU DEVELOPPEMENT et du PLAN

concernant

LE PROJET DE LOI n° 34/63 RELATIVE A LA LIQUIDATION ET AU
RECOUVREMENT DES TAXES INDIRECTES

par M. Hamet DIOP,

Rapporteur Général.-

Monsieur le Président,

Mes Chers Collègues,

Actuellement, les taxes indirectes, y compris la taxe sur le chiffre d'affaires, sont recouvrées dans tous les cas par le service du Trésor.

Cette situation est peu satisfaisante en ce qui concerne les taxes dont la liquidation est confiée au service des Contributions Diverses. Ceci en raison de la longueur des circuits suivis par les états de liquidation servant de pièces comptables pour le recouvrement. Par ailleurs les Paieries chargées de recouvrer la grande majorité des impôts directs et indirects, doivent assumer une tâche très lourde qu'il apparaît opportun d'alléger en vue d'accroître leur efficacité.

Afin de remédier à cet état de fait, il a paru souhaitable de créer une recette spécialisée dans le recouvrement des taxes indirectes dont la perception est effectuée à l'intérieur du territoire national. Ainsi, seront placés côte à côte l'assiette et le recouvrement. Cette méthode permet de hâter la procédure, dont l'allégement est gage de rentabilité.

Il peut être attendu de la création de ce nouveau service une efficacité accrue dans le recouvrement des taxes indirectes et, en particulier, de la taxe sur le chiffre d'affaires qui constitue une ressource importante pour le budget de l'Etat.

Aussi la Commission des Finances vous propose d'adopter sans modification le projet de loi présenté par le Gouvernement.

ROYAUME DU CONGO

Un Peuple - Un But - Une Foi

ASSEMBLEE NATIONALE

N° 58

L O I

RELATIVE A LA LIQUIDATION ET AU RECOUVREMENT
DES TAXES INDIRECTES

L'ASSEMBLEE NATIONALE,

Après en avoir délibéré,

a adopté, en sa séance du MERCREDI 26 JANVIER 1963 la loi dont la teneur suit :

ARTICLE 1er.- Le recouvrement des taxes indirectes, y compris la taxe sur le chiffre d'affaires, autres que celles liquidées par le service des Douanes ou recouvrées par le service de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre, est assuré à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, par le Receveur des Taxes Indirectes sauf ce qui est dit à l'article 5 ci-après.

Le recouvrement de certaines taxes parafiscales peut être également confié au Receveur des Taxes Indirectes.

Celui-ci est un comptable des Administrations, financières dont les écritures sont rattachées à celles du Trésorier Général et vérifiées par celui-ci ou son représentant.

ARTICLE 2.- Les redevables des taxes visées à l'article 1er à l'exception de ceux soumis au régime du forfait, sont tenus de remettre au Receveur des Taxes Indirectes, au plus tard le 25 de chaque mois, une déclaration conforme au modèle prescrit, relative aux opérations qu'ils ont effectuées le mois précédent.

.../...

La déclaration doit être déposée dans le même délai lorsque l'assujetti n'a effectué au cours du mois déterminé aucune opérations imposable.

ARTICLE 3.- Les redevables sont tenus de calculer eux-mêmes et d'acquitter en même temps qu'ils déposent leur déclaration, au plus tard le 25 de chaque mois, le montant des taxes dues sur les opérations imposables réalisées le mois précédent ou, s'ils bénéficient d'un forfait, sur le douzième du montant du forfait.

Toutefois, lorsque le forfait est inférieur à 240.000 francs par an, les redevables procèdent aux versements en quatre paiements égaux venant à échéance, pour le trimestre écoulé, les 15 Avril, 15 Juillet, 15 Octobre et 15 Janvier.

Les versements peuvent être effectués suivant tous modes de règlement légaux.

ARTICLE 4.- Le chiffre d'affaires imposable est fixé forfaitairement par le Chef du Service des Taxes Indirectes, à la demande des redevables dont le chiffre d'affaires annuel n'excède par les maxima prévus par l'article 4 de la loi n° 61-21 du 10 Mars 1961.

Le montant du forfait servant de base à l'impôt est établi après entente avec le redevable, suivant la procédure prévue en matière d'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux par les articles 23, 24 et 25 de la délibération n° 57-084 du 27 Décembre 1957 modifiée.

ARTICLE 5.- Pour l'accomplissement des formalités prévues aux articles 2 et 3 ci-dessus, les redevables utilisent des imprimés de déclarations qui sont délivrés gratuitement par le service des Impôts.

Le modèle de l'imprimé et son mode d'utilisation sont fixés par décision du Ministre chargé des Finances. Cette décision détermine dans quelles conditions cet imprimé ou partie de cet imprimé est déposé au service des Taxes Indirectes pour servir de déclaration et valoir titre de perception.

.../...

ARTICLE 6;- En ce qui concerne les redevables sans établissement fixe ou n'ayant pas d'établissement au Sénégal, la liquidation et l'encaissement des taxes pourront être effectués par des agents spécialement habilités à cet effet, autres que ceux des services des Impôts et du Trésor.

En cas d'importation effectuée par les redevables visés à l'alinéa précédent et sous réserve des dispositions de l'article 15 de la loi n° 6I-27 du 10 Mars 1961, les taxes sont versées par le déclarant en douane au service des douanes. Toutefois, si le déclarant en douane est un transitaire, un commissionnaire ou tout autre intermédiaire de commerce ayant au Sénégal un établissement fixe, il reste soumis aux dispositions des articles 2 et 3 ci-dessus.

Le produit de ces recouvrements est versé le 25 de chaque mois au Receveur des Taxes Indirectes.

ARTICLE 7.- Le Receveur des Taxes Indirectes transmet chaque jour au Chef du service des Taxes Indirectes les déclarations reçues le jour ouvrable précédent annotées, le cas échéant, du numéro de la Quittance, de la date et du montant du versement.

ARTICLE 8.- Après l'expiration du délai prévu à l'article 2 ci-dessus, le Chef du service des Taxes Indirectes met en demeure les redevables qui n'ont pas déposé leur déclaration de la faire dans un délai de cinq jours francs après réception de la mise en demeure envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si, à l'expiration de ce deuxième délai, la déclaration n'est pas déposée, les droits simples sont provisoirement liquidés à un montant égal à ceux ayant fait l'objet de la dernière déclaration souscrite par l'intéressé.

ARTICLE 9.- Le Chef du service des Taxes Indirectes établit, à défaut de déclaration, un titre de perception visé et rendu exécutoire par le Directeur des Impôts.

ARTICLE 10.- Le Titre de perception visé à l'article ci-dessus est transmis au Receveur des Taxes Indirectes qui doit le notifier au redevable par lettre recommandée avec accusé de réception.

.../...

- 4 -

La notification contient sommation d'avoir à payer, sans délai, les droits réclamés ; ceux-ci sont immédiatement exigibles.

Le redevable qui conteste le bien-fondé de la réclamation ou de la quotité des sommes réclamées peut former opposition dans les trois mois de la réception de la notification.

L'opposition est motivée avec assignation devant le Tribunal compétent pour statuer sur le fond du droit.

Elle n'interrompt pas l'exécution du titre de perception.

ARTICLE 11. - A défaut de paiement, les poursuites procédant du titre de perception sont engagées dix jours après la notification de ce titre ou le dépôt de la déclaration.

Elles ont lieu, comme en matière de Contributions Directes, par ministère d'Huissier ou de tout autre agent habilité à exercer des poursuites à la requête du Receveur des Taxes Indirectes.

ARTICLE 12. - En cas de retard dans le paiement de l'impôt exigible, toutes autres formalités requises ayant été remplies, le redevable doit payer en sus une amende fiscale égale à 5 % du montant de l'impôt qui aurait dû être acquitté.

Toutefois, le taux de cette amende est ramené à 2 % si le paiement est effectué entre le 25 et le premier jour du mois suivant.

Il est en outre exigé une amende de 1 % par mois ou fraction de mois de retard supplémentaire.

Cette amende est liquidée et recouvrée par le Receveur des Taxes Indirectes.

ARTICLE 13. - Toutes autres contraventions au présent texte ou à la décision prise en application de l'article 4. et, en particulier, le défaut de déclaration dans les délais ainsi que toute minoration ou inexactitude dans la déclaration du montant des affaires imposables, sont punies d'une amende fiscale égale au double des droits exigibles ou de ceux dont la perception a été compromise par suite de l'inobservation d'une des formalités prescrites.

.../...

Lorsqu'aucun droit n'est dû, la pénalité est de 10.000 Fr.

ARTICLE 14.- En cas de manœuvres frauduleuses, les pénalités prévues au présent texte sont portées au quadruple droit élué avec minimum de 50.000 Fr.

ARTICLE 15.- Le pouvoir de **transiger** appartient :

- au Directeur des Impôts lorsque le montant des droits compromis n'excède pas 500.000 Fr.

- pour les droits supérieurs à 500.000 Fr, au Ministre chargé des Finances.

ARTICLE 16.- Les amendes fiscales ou pénalités, lorsque leur montant est définitivement arrêté, donnent lieu à l'établissement de titre de perception dans les conditions fixées par l'article 8 ci-dessus.

ARTICLE 17.- Le produit des amendes est réparti comme en matière de Douanes.

ARTICLE 18.- Nonobstant les amendes fiscales ~~fixées~~ **fixées** ci-dessus les infractions à la législation des Taxes Indirectes peuvent donner lieu à des poursuites judiciaires dans les conditions déterminées par le décret n° 2886 du 22 Septembre 1942, ainsi qu'à toutes mesures de saisie ou de confiscation prévues par des textes particuliers.

ARTICLE 19.- L'action de l'Administration se prescrit par trois ans, à compter de la date de l'infraction. La prescription est interrompue par les notifications de redressement, par les procès verbaux dûment notifiés, par le paiement d'acomptes ou par tout autre acte interruptif de droit commun.

La notification du titre de perception ~~interrompt~~ **interrompt** la prescription courant contre l'Administration et y substitue la prescription de droit commun.

ARTICLE 20.- L'action en restitution des redevables est introduite par voie de réclamation adressée au Directeur des Impôts.

.../...

Elle se prescrit dans un délai de deux ans à compter de la naissance de la créance.

ARTICLE 21.- Pour le recouvrement des taxes visées par la présente loi, le Trésor a, sur les meubles et effets mobiliers appartenant au redevable, en quelque lieu qu'ils se trouvent, un privilège qui s'exerce immédiatement après celui prévu en matière d'impôts directs.

Ce privilège ne peut toutefois s'exercer au-delà d'une période de deux ans comptés de la date à laquelle la déclaration a été déposée ou le titre de perception rendu exécutoire.

ARTICLE 22.- En cas de faillite ou de liquidation judiciaire, le privilège porte sur la totalité du principal augmenté des amendes de retard afférentes aux six mois précédant le jugement déclaratif.

ARTICLE 23.- Tous fermiers, locataires, receveurs, économes et autres dépositaires et débiteurs de deniers, provenant du Chef des redevables et affectés au privilège du Trésor Public sont tenus, sur la demande qui leur en est faite, de payer en l'acquit des redevables et sur le montant des fonds qu'ils doivent ou qui sont entre leurs mains jusqu'à concurrence des taxes dues par ces derniers.

Les quittances du comptable chargé du recouvrement des taxes indirectes pour les sommes légitimement dues, leur sont allouées en compte.

Les dispositions du présent article s'appliquent également aux gérants, administrateurs ou liquidateurs de sociétés pour les taxes indirectes dues par celles-ci.

ARTICLE 24.- Le propriétaire d'un fonds de commerce est solidairement responsable avec l'exploitant de cette entreprise des taxes indirectes établies à raison de l'exploitation de ce fonds. Toutefois, il ne peut être mis en cause, pour un montant de droits supérieurs au montant annuel de la redevance que lui verse l'exploitant.

.../...

ARTICLE 25.- Les fonctionnaires intervenant dans l'assiette, la liquidation, le contrôle ou le recouvrement des taxes indirectes sont tenus de garder secrets les renseignements, de quelque nature qu'ils soient, qu'ils ont recueillis dans l'exercice de leurs fonctions.

ARTICLE 26.- Sont abrogées toutes dispositions contraires à la présente loi et notamment la délibération n° 58-104 du 19 Décembre 1958 fixant les règles relatives à la liquidation des taxes indirectes.

Dakar, le 26 JUIN 1963

Le PRESIDENT de SEANCE,

OUSMANE N'GOM